

# Le projet de loi sur l'eau d'Anonca par la Conférence Épiscopale

Dossier de la rédaction de H2o  
November 2022

"Les principes du fédéralisme doivent être respectés", déclare le père Uchechukwu Obodoechina, directeur de Caritas Nigeria et directeur national de la Commission pour le développement de la justice et de la paix de la Conférence Épiscopale du Nigeria, dans une déclaration sur le projet de loi controversé sur la gestion de l'eau. "Le gouvernement fédéral doit respecter le principe du fédéralisme et les droits des gouvernements locaux en matière d'utilisation domestique de l'eau", déclare le père Obodoechina. "Par conséquent, nous exhortons le gouvernement fédéral à retirer le projet de loi et à donner la priorité à la santé publique en promouvant tous les moyens possibles pour obtenir des services d'eau et d'assainissement de qualité", poursuit la déclaration rédigée par l'Agence Fides. "Caritas Nigeria est donc choquée par les implications de cette législation, qui a des effets de grande portée sur les citoyens et viole le principe du bien commun de l'Église catholique. Bien que le projet de loi sur les ressources en eau nationales garantisse aux citoyens le droit d'utiliser l'eau, s'il est adopté, il conduira à une centralisation accrue du pouvoir et des ressources de la nation, contrecarrant ainsi les efforts en cours en faveur de la décentralisation du pouvoir."

Pour rappel, le Sénat avait rejeté en 2018 le projet de loi sur les ressources en eau nationales en raison des protestations qu'il avait suscitées dans tout le pays. Le projet de loi, introduit cette année, vise à donner au gouvernement fédéral le pouvoir de contrôler toutes les ressources en eau du pays, telles que les rivières, les ruisseaux, les lacs et les eaux souterraines. Fin juillet, les gouverneurs des 36 États de la fédération avaient déclaré à l'unanimité leur opposition au projet de loi, le qualifiant d'inconstitutionnel. Le projet de loi sur les ressources en eau nationales a accentué les divisions entre les États du nord à majorité musulmane et ceux du sud, où la population est majoritairement chrétienne, ainsi que la méfiance à l'égard du gouvernement central du président Muhammadu Buhari, qui est soupçonné de vouloir utiliser la nouvelle loi pour prendre le contrôle des ressources en eau du sud du Nigeria afin de les donner aux bergers fulanis de la République centrafricaine, du Tchad, du Niger et d'ailleurs. Les Fulani sont accusés de mener des raids contre les populations sédentaires du Nigeria.

Fides News Agency (Vatican) - Africa